

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6241>



# **Emprisonnement de Salah Hamouri, la France complice de l'apartheid israélien !**

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

# **UJFP**

Date de mise en ligne : mercredi 7 mars 2018

---

**Copyright © UJFP - Tous droits réservés**

---

**Depuis le 23 août 2017, Salah Hamouri est en prison en Israël. Il n'a jamais été jugé. Il est en « détention administrative », un procédé hérité du mandat britannique sur la Palestine qui permet aux autorités israéliennes de détenir sans jugement toute personne qu'elles veulent éliminer. Cette détention dure six mois et peut être prolongée indéfiniment. Celle de Salah vient d'être prolongée de quatre mois.**

Salah est français. Dans tous les cas où un citoyen français est détenu à l'étranger, le gouvernement français met tout en oeuvre pour lui venir en aide que ce soit pour quelqu'un en prison (Mexique, Indonésie ... ) ou pour des Français otages de groupes terroristes.

Dans le cas de Salah, la pseudo intervention de la France équivaut à une autorisation de détenir Salah. Il s'agit là d'une véritable complicité avec le gouvernement israélien d'extrême droite.

Ce n'est pas parce qu'il serait mal informé que le gouvernement français a ce comportement. Il reçoit tous les jours des rapports très détaillés sur les arrestations d'enfants, les cas de torture, les exécutions extrajudiciaires, les démolitions de maisons ou d'équipements collectifs, les extensions de colonies, le vol des terres ...

Tout ceci ne change rien. Chaque fois que le président Macron voit Benjamin Nétanyahou, il parle des « liens d'amitié forts » qui unissent les deux pays. Il parle de « l'attachement de la France à la sécurité d'Israël » et il donne l'accolade au sinistre Avigdor Libermann, celui qui voulait jeter une bombe atomique sur le barrage d'Assouan.

Pourquoi cette complicité ? Parce qu'Israël est un morceau d'Occident fiché au Proche-Orient. Parce que c'est un État surarmé qui expérimente chaque jour comment on peut enfermer ou écraser des populations jugées dangereuses. Les armes israéliennes sont largement exportées avec pour argument de vente le fait qu'elles sont expérimentées tous les jours.

Pour aboutir à la paix, Macron propose des « négociations directes » entre Israéliens et Palestiniens, comme si des négociations dans un poulailler entre le renard et la poule avaient un sens.

Nétanyahou l'a bien compris, il n'a rien à craindre de son ami. Lequel ami s'acharne en France sur la solidarité avec la Palestine et essaie de criminaliser le BDS et l'antisionisme. Et au nom de cette criminalisation, le maire de Stains est convoqué au tribunal administratif parce qu'il a fait mettre une banderole demandant la libération de Salah.

Pour obtenir cette libération, nous devons « pilonner » le gouvernement français et nos élus pour qu'enfin l'occupant soit sanctionné. Et pour qu'enfin, le droit et la justice triomphent.

Le Bureau national de l'UJFP, le 7 mars 2018